

Compte-rendu INTERNE de la réunion du « G9 » du mercredi 13 novembre 2024

La réunion s'est tenue dans les locaux de la FGR-FP, de 14 h à 16 h 20. Les 9 organisations étaient présentes (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR et Ensemble & Solidaires).

Ordre du jour :

- | | | |
|-----------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| - Point sur l'actualité. | - Argumentaire niveau de vie. | - Le Haut Conseil de l'Âge |
| - Communiqué de presse. | - Centralisation des actions. | HCFEA. |
| - Signature de la pétition. | - Note PLF de la FGR-FP. | - Prochaine réunion. |
| - Rassemblement à Paris. | - Manifeste des retraité·e·s. | |

Point sur l'actualité

L'organisation invitante FGR-FP, introduit la discussion. Le contexte est lourd :

- L'élection de Trump montre le choix économique (et non sociétal) de l'électorat. La nomination d'Elon Musk illustre la captation du pouvoir par les plus riches, évolution que l'on constate un peu partout (Italie, Argentine, Inde, etc.). Cette (extrême) droite transforme la société et il est difficile de revenir ensuite à une société démocratique.
- La situation climatique catastrophique s'accroît et frappe les populations les plus démunies. Il faut un service public spécifique pour les accompagner.
- En France, la fin du macronisme se perçoit dans la succession des plans sociaux, la rupture de fret SNCF, la fin de l'illusion du plein emploi (c'était un mensonge délibéré) et de l'aide à l'apprentissage, les 130 plans de licenciements énumérés par Sophie Binet de la CGT. Draghi met aujourd'hui en avant la compétitivité alors qu'il vient de Goldman Sachs et qu'il a présidé la BCE de 2011 à 2019 et où il a porté la politique d'austérité notamment pour la Grèce.
- Le budget austéritaire arrive en ayant vidé l'Assemblée nationale de ses prérogatives. Il arrive au Sénat où domine une droite revancharde qui veut faire passer parmi les cavaliers

« sociaux » la suppression de l'abattement de 10 % pour les impôts des retraités et le report de la retraite de 64 à 65 ans, ...

- Wauquiez, au-delà du mépris de la prévalence des ministres, accorde 0,9 % au 1^{er} janvier, c'est une perte de pouvoir d'achat pendant 6 mois et reconduite les années suivantes. La loi est réécrite pour passer directement. Le Code de la Sécurité sociale n'est pas respecté.
- Des éléments de fragilité apparaissent : les politiques contre les retraité·e·s n'ont pas l'écho populiste espéré ; la majorité nationale qui décide de l'austérité la refuse dans les départements.
- Notre unité doit s'étendre à l'ensemble du secteur social, le 3 décembre doit être une immense réussite.

La CGT a recensé jour par jour, département par département, la signature de la pétition en ligne. Des départements entiers n'ont pas encore signé massivement, il faut regarder les faiblesses et contacter nos équipes concernées. La période est marquée par le désarroi et la colère des gens, particulièrement des retraité·e·s quant à leur pouvoir d'achat, mais aussi les licenciements et le chômage. Le communiqué est très bien et doit être envoyé.

La mobilisation pour le 3 décembre démarre seulement après les vacances scolaires et les ponts : une soixantaine de rassemblements sont recensés, il reste 3 semaines pour compléter dans tous les départements.

Nous avons besoin d'être reconnus comme citoyens et être reçus par le Premier ministre. Pour un rassemblement, la rue de Varenne semble l'endroit le plus prêt qui peut être autorisé. Une délégation devra y aller tout de même symboliquement en cas de non-réponse, pour remettre les pétitions à l'entrée.

Comment communiquer ? La CGT propose une conférence de presse le 26 novembre à 11 h dans ses locaux, puis une réunion du G9 ensuite, notamment pour faire remonter les nombres de pétition.

Le 3 décembre à 14 h, une capture d'écran permettra de visibiliser les signatures.

La FSU sent que l'élection de Trump suscite des inquiétudes quant à la paix dans le monde. On ne peut pas dire que l'Assemblée ne sert à rien, les débats ont permis des avancées sur le partage des richesses.

Le 3 décembre se prépare, semble-t-il plus vite que d'habitude avec des idées originales de mobilisation, un recensement est nécessaire. Nous avons besoin de matériels communs, en plus de celui de chaque organisation.

Nous pouvons mettre en valeur le fait que le gouvernement a été obligé de faire quelque chose pour les retraité·e·s, c'est un « acquis » même si nous ne sommes pas d'accord avec la décision. La rencontre avec le groupe CRCE au Sénat, les nombreuses rencontres avec les élu·e·s dans les départements, ce sont aussi des acquis. Le gouvernement viole le droit à la retraite, le code de la Sécu et le code des pensions,

Solidaires cosigne la présentation faite par la FGR-FP sur les actualités. Trump illustre la droitisation de nombre de pays, ce qui rompt avec le passé que nous avons connu, quand les idées de gauche étaient moins minoritaires dans le pays, dans la période 70-75. Le protectionnisme économique prôné par Trump veut protéger les capitalistes des USA contre la concurrence des autres pays, notamment de la Chine et de l'Allemagne, il met le capitalisme américain et les multinationales US à l'abri. Au niveau des conflits actuels (Ukraine et Moyen-Orient) l'arrivée de Trump est un bon signe d'encouragement pour les pays agresseurs.

Nous devons mettre en avant un aspect lors des attaques : la domination du dollar comme monnaie mondiale fait payer le déficit américain par les autres. Les USA nous disent de contribuer plus au

financement de l'OTAN alors que « l'on crache déjà au bassin », on donne des dollars pour acheter leurs armes. Pourquoi cette prééminence ? Comment la remettre en cause ?

En France, le déficit est mis en avant mais les politiques qui ont engendré ces déficits se poursuivent : c'est dire que l'objectif n'est pas de réduire le déficit mais d'opérer des transferts de fonds vers les plus riches.

Quand Wauquiez a pris la parole sur les retraites, c'est Barnier qui a fait un cadeau aux LR. Puis Attal va causer le premier pour dire ce qu'il a obtenu pour les entreprises. Barnier ne se met pas en avant pour ces mesures.

Le communiqué du G9 est très utile. Le G9 les embête et ils doivent faire semblant de donner le change.

La FGR-FP rebondit sur la revalorisation (qui n'est qu'un rattrapage) des retraites, cet « ajustement » est passé d'octobre à janvier suivant, puis à juillet. Nous sommes de plus en plus en retard par rapport à l'inflation.

Le ministre de la Fonction publique Guillaume Kasbarian est un ennemi de la fonction publique, il veut aider les fonctionnaires avec l'intelligence artificielle, il félicite Musk qui doit démanteler la bureaucratie afin de s'en inspirer pour faire de même. C'est un combat contre la démocratie qui est mené pour tendre vers un gouvernement mondial géré par les plus riches.

Les États ilibéraux progressent de façon évidente. Les richesses sont accaparées par les puissants. Les réseaux sociaux de la haine sont tenus par les faiseurs de haine, qui conduisent à l'enfermement mentalement et empêchent de parler aux voisins.

Le projet d'argumentaire de Solidaires est à développer.

La FSU revient sur l'élection de Trump qui encourage l'extrême-droite à pratiquer les fake news. Comment contrer cette propagande ? Le 3 décembre se prépare avec des actions santé. Au sujet des petites pensions, une petite musique se fait entendre : les retraité·e·s ayant une bonne pension pourraient faire preuve de bonne volonté. Notre futur argumentaire doit y répondre.

Ensemble & Solidaires informe que certains de ses adhérents ne comprennent pas pourquoi le G9 ne contacte pas les députés du RN, par méconnaissance de ce que veut dire le RN, du fait qu'il est le résultat de la politique financière des dernières années. C'est très inquiétant. Il faut expliquer ce qu'est le RN dans notre argumentaire.

La CFTC note les réactions sur le vote Trump et rappelle que des Français vont voter RN. Les seuls 0,9 % au 1^{er} janvier pour les pensions au-dessus du SMIC, c'est moins que ce que le gouvernement prévoyait avec 1,8 % au 1^{er} juillet, d'autant plus que nous perdrons 0,9 % toutes les années suivantes.

La CGT revient sur ce que nous avons fait avant l'été : travail sur le pouvoir d'achat, la santé, les services publics. Il souligne l'importance du travail sur les services publics, dont l'absence fait grimper l'extrême-droite.

Les rassemblements du 3 portent sur la pension mais aussi, avec les actifs, l'augmentation des salaires, les grèves contre les licenciements, les augmentations de tarifs. Un tract ne peut pas tout dire, chacun peut en rédiger un sur un thème. L'actualité bouge du jour au lendemain. Il n'y a pas beaucoup de signatures par rapport au nombre de personnes que nous touchons, il faut accélérer et être plus nombreux dans les rassemblements. Il faut agir actifs retraités ensemble, avec une entente générale.

Des départements tiennent des assemblées des maires des communes : la CGT souhaite une lettre ouverte avec nos revendications locales.

La FSU croit en la capacité des équipes locales d'adapter leurs modalités d'action et note des initiatives intéressantes. Le 3 décembre peut s'élargir. Les signatures ont une marge de progression dans des départements faibles : il faut dire de signer la pétition.

Après l'élection de Trump, les femmes peuvent craindre de fortes régressions, surtout que nombre de personnes ont voté pour lui après avoir entendu ses propos horribles.

La FGR-FP répond à ceux qui disent qu'il y a trop de hautes retraites, que cela est la conséquence de trop de hauts salaires ! La population attend la sécurité du logement, de la santé, de l'énergie, ... Des démarches unitaires larges sont nécessaires

Solidaires acte les décisions sur le 3 décembre, mais quelle suite ? Il faudra parler de la proposition de la CGT d'agir le 8 avril, journée mondiale de la santé.

La FSU ajoute le 1^{er} février, pour les 80 ans de la Sécu à Montreuil.

Communiqué de presse

Le projet de communiqué envoyé par FO suite aux propos de Wauquiez est discuté paragraphe par paragraphe, amendé puis adopté. Solidaires finalise le texte avec les modifications décidées. FO l'envoie à la presse ce soir.

La CFTC informe qu'elle n'a pas de mandat pour appeler à des manifestations le 3 décembre car le bureau ne veut pas appeler à l'action contre des mesures qui ne sont pas encore décidées. En conséquence, elle ne peut pas signer le communiqué.

Signature de la pétition

Il est rappelé qu'il faut inviter toutes les équipes à inviter largement autour de soi pour signer la

pétition. Ceci peut être fait facilement : <https://chng.it/6zJ8pdyWPM>

Rassemblement à Paris

Solidaires propose une manifestation qui se terminerait près de Matignon, puis une délégation qui Ili

La CGT informe que les départements proches de Paris organisent maintenant leur propre manifestation et ne viennent plus à Paris, ce qui réduit le cortège parisien. Nous ne serons pas trop nombreux à Paris, il vaut mieux organiser un rassemblement.

Après échanges, il est décidé d'un rassemblement à proximité de Matignon. L'installation se fera à partir de 13 h en face de la contre-allée du métro

Varenne. Chaque organisation prévoit un camion avec son ballon.

Une prise de parole unique au nom des organisations sera suivie d'interventions de salarié·e·s en lutte, au nom de leur syndicat.

Un point presse sera piloté par FO qui précisera l'endroit exact. L'invitation à la presse sera envoyée la semaine précédente par FO.

La demande d'audience au Premier ministre sera envoyée par la FSU lundi prochain, puis par toutes les autres organisations le lendemain pour insister.

Chaque organisation désigne une personne pour la délégation qui sera reçue en audience par le Premier ministre. En cas de refus d'audience, la délégation ira déposer les pétitions à l'officier de police.

Les suites à donner à la journée du 3 décembre seront envisagées lors de la prochaine réunion du G9.

Argumentaire niveau de vie

La FGR-FP trouve que le projet d'argumentaire de Solidaires est bien, car le niveau de vie est essentiel, il ne suit pas celui de l'ensemble de la population et va fortement baisser. Le niveau de vie est ardu à faire comprendre, il faut armer les militant·e·s. L'idée est de dénoncer le décrochage programmé du niveau de vie des retraité·e·s.

Ensemble & Solidaires est d'accord pour l'argumentaire, mais signale que le HCFEA a réalisé une étude sur l'apport des retraité·e·s au PIB et à la vie sociale. Pour intégrer les éléments de cette étude à l'argumentaire, elle en a réalisé une synthèse.

La FSU est contre intégrer cette étude à l'argumentaire, car elle n'est pas terminée, elle sera encore discutée le 12 décembre et serait finalisée en 2025. L'éthique impose de ne pas reprendre ce travail du HCFEA, mais on peut en tirer quelques éléments.

Décision : le projet envoyé par Solidaires répond à un besoin pour armer les militant·e·s et contrer le soi-disant niveau de vie supérieur des retraité·e·s qui devraient accepter de faire des efforts. Chaque organisation envoie ses remarques sur ce projet, l'enrichit de ses contributions pour arriver à un argumentaire des 9 lors de la prochaine réunion le 26 novembre. Solidaires centralise les contributions.

Centralisation des actions

La CGT envoie la semaine prochaine son état des lieux comportant déjà 60 rassemblements / manifestations dans les départements.

Solidaires complètera ce début d'état des lieux avec les apports des autres organisations et le tiendra régulièrement à jour, au fur et à mesure des remontées des départements.

Note PLF de la FGR-FP

Cette note tente de faire comprendre l'évolution du budget de l'État. Les recettes augmentent, mais dans le cadre d'une fiscalité figée. Le débat ne porte que sur le budget général, alors que les dépenses fiscales (les niches), non débattues à l'Assemblée nationale correspondent au déficit. 43 % de l'impôt

sur le revenu va aux niches fiscales. Les économies comblent le déficit sans remettre en cause les niches fiscales.

La niche la plus importante concerne les transports maritimes avec plus de 2 milliards, notamment à la CGM.

Manifeste des retraité·e·s

Une proposition de texte de la FGR-FP a pour objectif d'accorder un statut social aux personnes retraitées ; l'objectif serait d'arriver à un texte manifeste du G9 sur la place des retraité·e·s dans la société. La CGT propose une réunion à la bourse du travail, qui pourrait déboucher sur ce texte enrichi, au premier trimestre 2025. Chaque organisation y réfléchit et on en décide le 26 novembre.

Ensemble & Solidaires signale un manque de prise de responsabilités dans les associations locales. L'organisation est dite « apolitique » mais les gens sont très contents de suivre une formation sur des sujets non centrés sur les retraités (le Conseil National de la Résistance, l'histoire de la Sécurité sociale).

Le Haut Conseil de l'Âge HCFEA

La FSU présente les trois sujets en cours de réflexion :

- Nous sommes engagés dans le dossier important sur la participation des seniors à la vie de la société. La séance du 10 décembre portera sur la vie syndicale des retraités après 65 ans. Chaque organisation doit répondre à un questionnaire.
- Dans tous les départements en 2025, se mettra en place un « service public départemental de l'autonomie », alors qu'il s'agit d'une facilitation des démarches pour les personnes concernées, sans moyen. L'emploi des mots « service public » est un scandale. Mais cela peut-il changer des choses ?
- Un décret du PLFSS 2024 porte sur la fusion des sections dépendance et soins des Ehpad. Le reste à charge dépendance est phénoménal. Au moins 23 départements vont expérimenter pendant 4 ans un tarif unique, tandis que les autres continueront

avec deux sections séparées. C'est une inégalité de traitement entre les départements, ce qui a justifié le fait que les 5 organisations du G9 donnent un avis négatif. Le forfait unique sera évalué nationalement par le ministre. Le HCFEA dit clairement qu'il n'y aura « aucun bénéfice pour les résidents ». Ces deux textes méritent une séance spécifique de travail pour en saisir les éléments puis réfléchir.

La CFE-CGC précise que le reste à charge sera fixé en fonction des revenus.

Pour la FGR-FP, l'ARS a seule les capacités de gérer cette fusion, les financiers à sa tête ne voient que les économies, sans s'inquiéter des conséquences sur les personnes.

LSR : le recul de l'âge de la retraite reste dans les têtes.

Prochaine réunion : le 26 novembre à 14 h, dans les locaux de la CGT, après la conférence de presse nationale qui aura lieu à la CGT à 11 h.